

COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

UNION ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE
CENTRALE

CONSEIL DES MINISTRES

DECISION N° **115**/07-UEAC-187-CM-16

Donnant mandat au Président de la Commission de négocier, avec le Fonds Mondial de l'Environnement, la mise en place du Projet "Renforcement des capacités des pays de la CEMAC pour la formulation et la mise en œuvre d'un Cadre réglementaire sous-régional harmonisé à partir des Instruments juridiques nationaux pour la gestion des risques des OGM".-

LE CONSEIL DES MINISTRES

Vu le Traité instituant la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale du 16 mars 1994 et Ses additifs subséquent;

Vu la Convention régissant l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) ;

Vu l'Acte additionnel n° 17 du 25/04/2007 portant nomination du Président de la Commission de la CEMAC ;

Conscient de l'importance des enjeux et des risques majeurs liés à la production, l'introduction, l'utilisation, la manipulation, le stockage et la circulation non contrôlé des OGM et de leurs produits dérivés dans la sous-région ;

Considérant la nécessité de protéger la richesse biologique de la sous-région ;

Considérant les besoins de disposer des instruments réglementaires et juridiques harmonisés en matière des biosécurité et biotechnologie moderne pour l'utilisation des OGM ;

Convaincu de la nécessité de la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités et la sensibilisation du grand public en matière d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) ;

Sur proposition de la Commission de la CEMAC ;

Après avis du Comité Inter-Etat ;

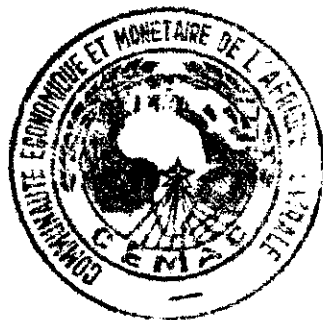
En sa séance du 18 DÉC. 2007

DECIDE

Article 1er: Mandat est donné au Président de la Commission de la CEMAC de négocier avec le Fond Mondial de l'Environnement (GEF) la mise en œuvre du projet « Renforcement des capacités des pays de la CEMAC pour la formulation et la mise en œuvre d'un cadre réglementaire sous-régional harmonisé à partir des instruments juridiques nationaux pour la gestion des risques des OGM ».

Article 2 : La présente Décision qui entre en vigueur pour compter de la date de sa signature, sera publiée au Bulletin Officiel de la Communauté.

YAOUNDE, le 18 DEC. 2007



LE PRESIDENT

Louis Paul MOTAZE